

Unité départementale du Val-de-Marne
Service risques et installation classées
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 27/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTAL FRANCE

A86 Aire Carrefour Pompadour
94000 Créteil

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PESSP/2025/RL/N°385GR
Code AIOT : 0007407182

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement TOTAL FRANCE implanté A86 AIRE DU CARREFOUR POMPADOUR 94000 Créteil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée entre dans le cadre d'une action coup de poing départementale lancée à l'initiative de l'unité départementale du Val-de-Marne. Cette action vise à vérifier le respect de certaines prescriptions réglementaires applicables aux stations service distribuant du gaz naturel comprimé (rubrique 1413 de la nomenclature des installations classées) ou du gaz naturel liquéfié (rubrique 1414).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL FRANCE
- A86 AIRE DU CARREFOUR POMPADOUR 94000 Créteil
- Code AIOT : 0007407182
- Régime : Déclaration avec contrôle

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Présentation générale

TOTAL exploite à Créteil, carrefour Pompadour A86, une station-service de distribution de carburants pour les véhicules routiers.

Classement

L'établissement a reçu un récépissé de déclaration en date du 23 novembre 1998 pour les rubriques suivantes :

- 253 (Dépôt enterré de liquides inflammables de la 1^{ère} et 2^{ème} catégorie en réservoirs double paroi) ;
- 1434 1° b (Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables ; Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteurs) ;
- 1414 3° (Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage des réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité - jauges et soupapes).

L'exploitant ICPE de la station-service est TotalEnergies, mais sa gestion est assurée par Argedis.

La réglementation applicable à cette installation est notamment :

- Arrêté du 30 août 2010 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)] [NOR : DEVP1020254A]
- Arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement [DEVP1001974A] ;
- Arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 [DEVP0827876A].

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article Annexe 1 point 1.1.2	Sans objet
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 1.4	Sans objet
3	Distances minimales à respecter	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article Annexe I point 2.1	Sans objet
4	Installation électrique	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article Annexe I, point 2.7.2	Sans objet
5	Dispositif d'arrêt d'urgence	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article Annexe I Point 4.9.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a révélé aucune non-conformité parmi les différents points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article Annexe 1 point 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : 1.1.2 Contrôle périodique Les installations déclarées après le 1er octobre 1998 au titre de la rubrique n° 1414-3 sont soumises à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme "Objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R.512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure " L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : Le contrôle périodique n°229352B de la société Tokheim Service France pour la rubrique 1414 a été réalisé le 02/03/21, rapport daté du 29/04/2021. Ce point est conforme en termes de périodicité de contrôle périodique. Dans ce rapport, il reste 1 non-conformité majeure, qui fait l'objet du point de contrôle n°2 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : [...] - les plans tenus à jour [...]
Constats :

Un plan à jour a été présenté à l'inspection. Ce point est conforme et lève la non-conformité du rapport du contrôle périodique n°229352B de la société Tokheim Service France daté du 29/04/2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Distances minimales à respecter

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article Annexe I point 2.1
Thème(s) : Autre, Distances minimales
Prescription contrôlée : 2.1. Règles d'implantation [...] - sept mètres d'un établissement recevant du public de la 5e catégorie (magasin de vente dépendant de l'installation, par exemple). [...] - cinq mètres des parois des appareils de distribution d'hydrocarbures liquides. Dans le cas particulier d'un appareil de distribution nautique, cette distance est portée à sept mètres. Cette distance n'est toutefois pas exigée si les deux conditions suivantes sont réunies : * les parties hydrauliques des appareils de distribution de gaz inflammable liquéfié et d'hydrocarbures liquides sont séparées par une cloison métallique assurant une bonne étanchéité. Si la paroi des appareils est étanche, elle peut jouer le rôle de cloison métallique ; [...] - neuf mètres des orifices de remplissage, des événements et des parois d'un réservoir aérien d'hydrocarbures liquides [...]
Constats : L'inspection a constaté que les stations de distribution de gaz respectaient les distances ci-dessus du point 2.1 de l'annexe I de l'arrêté du 07 janvier 2003.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article Annexe I, point 2.7.2
Thème(s) : Autre, Installation électrique
Prescription contrôlée : 2.7.2. Dispositif de coupure générale L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes de surveillance et de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution et la mise en sécurité de l'installation. Plus spécifiquement, pour un appareil de distribution privatif, son déclenchement agit sur la vanne de sectionnement aval du groupe de pompage mentionnée au point 2.13.

[...] La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation. Objet du contrôle : - présence d'un dispositif de coupure générale (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
Constats : L'exploitant indique que le dispositif de coupure générale, identifié comme « arrêt d'urgence » est situé au niveau de la caisse. Sa présence a été constatée lors de l'inspection. Ce dispositif coupe l'approvisionnement en carburant et en électricité sur l'ensemble des stations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositif d'arrêt d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article Annexe I Point 4.9.6
Thème(s) : Autre, Dispositif d'arrêt d'urgence
Prescription contrôlée : 4.9.6. Prestations complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre-service L'appareil de distribution est équipé d'un dispositif d'arrêt d'urgence à proximité de l'appareil, permettant d'alerter instantanément l'agent d'exploitation et de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution de gaz inflammable liquéfié, assurant ainsi leur mise en sécurité. L'agent d'exploitation peut commander à tout moment, depuis un point de contrôle de la station, le fonctionnement de l'appareil de distribution. Objet du contrôle : - présence du dispositif d'arrêt d'urgence (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : L'exploitant indique que le dispositif de coupure générale, identifié comme « arrêt d'urgence », est situé au niveau de la caisse. Sa présence a été constatée lors de l'inspection. Ce dispositif permet de couper simultanément l'alimentation en carburant et en électricité de l'ensemble de la station.
Type de suites proposées : Sans suite